

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Antenne de Bayonne
6 allée Marines
64100 Bayonne

Bayonne, le 14/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETEX Building Performance France

Route de Lahontan
64270 Carresse-Cassaber

Références : -
Code AIOT : 0005202535

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement ETEX Building Performance France implanté Route de Lahontan 64270 Carresse-Cassaber. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'opération régionale "coup de poing" 2026, relative aux produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETEX Building Performance France
- Route de Lahontan 64270 Carresse-Cassaber

- Code AIOT : 0005202535
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETEX est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Carresse-Cassaber :

- Par arrêté préfectoral n°04/IC/285 du 21 juin 2004, une usine de fabrication de plâtre et une unité de fabrication de chape liquide ;
- Par arrêté préfectoral n°4604/2023/010 une carrière à ciel ouvert de gypse.

Par courrier au préfet non daté, l'exploitant a signalé l'arrêt des trois fours de l'usine de fabrication du plâtre à compter du 30 novembre 2018, mais en conservant l'unité de broyage et de mélange du gypse pour alimenter l'usine de Saint Loubés (33), ainsi que l'unité de fabrication de chape liquide.

Les installations de l'usine de fabrication de plâtre ont été démontées, et la zone de stockage de fioul lourd a fait l'objet de travaux de dépollution encadrés par un diagnostic transmis à la DREAL.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	réentions		
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est propre est bien entretenu. Les problématiques inhérentes aux produits chimiques semblent correctement maîtrisées par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques présents sur le site sont enregistrées sur le réseau, dans un dossier commun accessible à l'ensemble des collaborateurs de la société.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place des FDS simplifiées pour certains produits chimiques. Ces fiches synthétisent sur une page A4 les principales informations contenues dans les FDS. Ces dernières sont disponibles au format papier sur les principales zones de travail.</p> <p>Par échantillonnage, deux FDS ont été consultées en inspection. :</p> <ul style="list-style-type: none"> - SHELL TELLUS (huile hydraulique) - mise à jour le 21 juillet 2025, en français ; - CARTER EP 150 (huile pour engrenages industriels) - mise à jour le 13 janvier 2025, en français.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Pour les deux FDS susmentionnées, les mesures de maîtrise des risques consistaient, pour les travailleurs, à manipuler les produits chimiques avec des équipements de protection individuels (EPI). L'exploitant indique que toute personne travaillant sur le site est correctement équipée en EPI.

La plupart des produits chimiques en grands récipients sont stockés dans un hall couvert. Tous les contenants qui ont été vus sont placés sur une rétention. Le hall lui même est une zone de rétention étanche.

Une autre partie des produits chimiques du site est stockée dans la laboratoire d'analyse du site. Les volumes sont faibles. Les FDS simplifiées disponibles dans cette zone font état des actions à entreprendre lorsque qu'un déversement est constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

<p>Constats :</p> <p>Dans le hall de stockage de produits chimiques, l'ensemble des produits chimiques présents sont placés sur une rétention.</p> <p>En particulier, il est constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le SHELL TELLUS est stocké dans une cuve de 2 500 L double peau ; - le CARTER EP 150 est stocké dans quatre fûts d'environ 200 L, répartis sur deux rétentions (deux fûts par rétentions). Chaque rétention a une capacité d'environ 1 000 L ce qui est satisfaisant. <p>Il est constaté que certaines rétentions sont encombrées par une masse de poussières.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre une photographie des rétentions dégagées des encombrants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Parmi les produits chimiques qui ont été contrôlés, il n'est pas constaté la présence de produits chimiques incompatibles placés sur une même rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations</p>

classées.

Constats :

L'exploitant présente trois états des stocks, un par activité (carrière, entretien et chape liquide).

L'état des stocks lié à l'activité carrière a été mis à jour courant février 2026.

L'exploitant présente également sur son réseau informatique accessible à l'ensemble des collaborateurs du site, une fiche nommée "Analyse risque chimique", qui synthétise dans un tableur l'ensemble des informations pertinentes à connaître sur un produit chimique donné.

Type de suites proposées : Sans suite